

Hollande les pieds dans l'acier

by La Tribune - dimanche, mars 04, 2012

<http://correspondances.fr/sarkozy-les-mains-dans-le-petrole-hollande-les-pieds-dans-lacier/>

Extrait de l'article du reportage: "Sarkozy les mains dans le pétrole, Hollande les pieds dans l'acier" par Pascale Braun et Claire Garnier

Les deux principaux candidats à l'élection présidentielle, s'affrontaient à distance sur le dossier de la préservation de l'outil industriel. Le premier s'est rendu sur le site d'ArcelorMittal à Florange tandis que le second annonçait le redémarrage de la raffinerie de Petit Couronne de Petroplus. Récit.

(...)

Bousculade autour de François Hollande

Un peu plus tard, vers 13h00, François Hollande est arrivé à Florange dans une impressionnante bousculade sur le site d'ArcelorMittal, où l'attendaient quelque 300 syndicalistes, salariés et élus locaux. Assailli par les caméras, le candidat socialiste a eu le plus grand mal à se frayer un passage jusqu'à une camionnette où il s'est installé en compagnie des représentants de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CFE/CGC et d'un intérimaire, ancien de Gandrange désormais au chômage à Florange.

Porte-parole de l'intersyndicale, Edouard Martin qualifie Mittal de "prédateur" avant d'interpeller le candidat. Nous n'avons pas le temps d'attendre. "Si Mittal veut nous quitter, libre à lui. Nous vous demandons de déposer un projet de loi qui lui interdise de détruire l'outil pour permettre aux collectivités et aux syndicats de trouver des repreneurs", lance le militant CFDT sous les applaudissements. Les porte-parole des syndicats se succèdent sur la tribune improvisée. Antoine, l'intérimaire, se taille un franc succès en rappelant que quelqu'un d'autre était déjà venu à Gandrange un matin, vers huit heures, allusion à la venue de Nicolas Sarkozy en 2008.

Le candidat veut un projet de loi

François Hollande prend la parole pour préciser un engagement esquissé lors de sa visite à Gandrange en janvier dernier. "Florange produit le meilleur acier d'Europe. Si Mittal ne veut plus du site, c'est qu'il est animé par un intérêt financier alors qu'il s'est présenté comme un industriel", affirme François Hollande, avant de s'engager en tant que député à déposer dès lundi un projet de loi obligeant les grandes firmes à céder des usines qu'elles s'approprieraient à fermer. "Quel que soit mon avenir, comme président de la République soit comme député, je reprendrai ce texte", promet le candidat.